



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/47/274
16 juin 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session
Point 69 de la liste préliminaire*

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR
LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE INTERNATIONALE

Lettre datée du 12 juin 1992, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent du Portugal
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte, en anglais et en français, d'une déclaration de la Communauté européenne et de ses Etats membres sur la Thaïlande, publiée à Lisbonne et à Bruxelles le 9 juin 1992 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la quarante-septième session de l'Assemblée générale au titre du point 69 de la liste préliminaire.

Le Représentant permanent

(Signé) Fernando REINO

* A/47/50.

Annexe

DECLARATION PUBLIEE LE 9 JUIN 1992 A LISBONNE ET A BRUXELLES
PAR LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

[Original : anglais et français]

La Communauté européenne et ses Etats membres rappellent leur déclaration du 20 mai 1992 sur les événements tragiques récents en Thaïlande et accueillent avec satisfaction les développements politiques positifs qui ont eu lieu, c'est-à-dire les amendements constitutionnels qui feront l'objet d'un débat parlementaire prévu pour le 10 juin 1992. La Communauté et ses Etats membres restent préoccupés du fait qu'un certain nombre de manifestants civils sont toujours portés manquants et appellent instamment les autorités thaïlandaises à prendre les mesures appropriées pour restaurer la confiance du peuple thaïlandais dans son gouvernement.

La Communauté européenne et ses Etats membres espèrent par conséquent que le futur gouvernement thaïlandais respectera pleinement les droits de l'homme et expriment le souhait que les efforts s'intensifient au bénéfice d'un développement pacifique et démocratique en Thaïlande.

La Communauté européenne et ses Etats membres appellent instamment toutes les parties concernées à s'abstenir d'actions qui pourront mettre en péril le développement démocratique actuel et à travailler ensemble pour une solution pacifique durable. Ils expriment le souhait qu'une solution des incertitudes politiques actuelles facilitera le développement de liens plus étroits et plus forts avec une Thaïlande démocratique qui contribuera de manière positive à la paix et à la stabilité dans la région.
